



Kinshasa le 14 Aout 2018

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ECCLESIAUX, DES DEFIS ET OPPORTUNITÉS ENVIRONNEMENTAUX DU BASSIN DU CONGO

TERMES DE REFERENCE

I. Contexte et justification de la consultance sur la cartographie (mapping) des acteurs et opportunités écologiques en RDC

Les ressources naturelles dont dispose la région du bassin du Congo sont colossales. Cette région est aussi le deuxième poumons de l'humanité.

Comment utiliser l'environnement (nos ressources et notre maison) pour améliorer notre existence (vaincre la faim et la pauvreté) et développer notre milieu sans créer un déséquilibre dans ce beau don reçu de Dieu en conformité aux recommandations de sa Sainteté le Pape contenu dans le Laudato SI ?

Les forêt du bassin du Congo se trouvent au cœur des questions de développement durable, aussi bien pour leurs enjeux écologiques (conservation de la biodiversité végétale et animale, régulation des ressources en eau, stockage du carbone, ...), sociaux (amélioration des conditions de vie des populations qui en dépendent, valorisation des connaissances traditionnelles, maintien de l'existence de ces écosystèmes pour les générations futures, ...) qu'économiques (production et exploitation des ressources ligneuses, source de revenus pour les populations locales, ...).

Ces forêts sont essentielles pour les populations qui en dépendent. Elles regorgent de grandes potentielles en matière des produits forestiers non ligneux (PFNL), malheureusement pas très bien connus en termes de potentiel, moins valorisés, même pour ceux considérés comme les plus exploités.

Ces forêts rendent d'importants services en ce qui concerne notamment la lutte contre les changements climatiques globaux et la régulation des cycles hydriques. La valorisation des forêts au travers des mécanismes innovants de financement tels que la REDD/REDD+, le MDP, le fonds fiduciaire, les fonds verts pour le climat pourra générer des retombées financières pouvant améliorer les conditions de vie locales, consolider la paix et contribuer au transfert de technologies nouvelles bénéfiques pour le pays.

La contribution du secteur forestier aux économies nationales devrait augmenter fortement à l'avenir grâce au développement attendu du mécanisme de Réduction des Emissions du dioxyde de carbone dues à la Déforestation et la Dégradation des forêts, REDD en sigle, dans lequel nos pays sont résolument engagés ainsi qu'au financement de la CDN via les fonds verts annoncés à la COP 21 et par la valorisation des services environnementaux et leur importance pour les populations pauvres.

Aujourd'hui ce riche patrimoine fait face à une déforestation et une dégradation qui détruisent le cadre de vie de centaines de millions de personnes et met en danger des milliers d'espèces végétales et animales. La déforestation est aussi responsable de 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Il apparaît nécessaire et urgent pour le REBAC de réaliser une étude pour savoir exactement ce qui se fait dans le domaine forestier pour envisager le type d'action et de plaidoyer à mener dans chaque diocèse et dans chaque pays. La première action à mener c'est donc une étude pour faire l'état des lieux.

II. Objectif de la cartographie

2.1. Objectif global

Recueillir les informations sur les réalisations de l'Eglise en matière de gestion environnementale et particulièrement dans la *mise en application de « laudato si »* ainsi qu'à titre indicatif, celles des autres acteurs.

Récolter les informations sur la manière dont l'Eglise catholique répond aux défis sociaux, environnementaux dans le bassin du Congo par une *démarche scientifique de systématisation collective et communautaire des informations*. (fiches).

2.2. Objectifs spécifiques

- Saisir les défis et opportunités écologiques dans le bassin du Congo ;
- Consolider les liens de collaboration entre les parties prenantes à la question environnementale dans le bassin du Congo et ;
- Apporter des réponses pastorales concertées et coordonnées aux défis socio-environnementaux auxquels le peuple de Dieu est confronté dans cette région.

III. Résultats attendus

- Une base de données sur les opportunités écologiques du Bassin du Congo a été constituée ;
- Des orientations sur la mutualisation des efforts pastoraux des églises locales en matière de gestion durable de forêts du Bassin du Congo ont été analysées et documentées ;

- L'inventaire des pistes de collaboration entre les parties prenantes à la question environnementale du Bassin du Congo a été dressé ;
- Les réponses pastorales possibles pour faire face aux défis socio-environnementaux auxquels le peuple de Dieu est confronté dans la région du Bassin du Congo ont été analysées et documentées.

IV. Approche méthodologique

4.1. Démarche

La recherche sera conduite sur fond de l'approche dite « descriptive ». Celle-ci est une méthode qui consiste à collecter les informations sur base documentaire et des interviews (face-à-face avec les informateurs-clés) ou en administrant un questionnaire à un échantillon de Diocèses. Les tableaux seront présentés au format de la base des données qui sera construite et pourra être interrogée en ligne par toutes les parties prenantes aux questions socio-environnementales¹.

4.2. Echantillon

L'échantillon sera constitué sur base des critères ci-après :

- Représentation régionale
- Implication de l'Evêque
- Accessibilité géographique
- Niveau du défi environnemental (eau, foncier, migration, mines, hydrocarbures)

Pays	Diocèses	Nombre de diocèse ciblés
République Démocratique du Congo	47	12
Cameroun	18	5
Gabon	5	1
République du Congo	9	2
République Centrafricaine	9	2
Guinée Equatoriale	5	1
	93	23

V. Phases de la mise en œuvre

Phase I: Préparation.

Phase II: Atelier de préparation du travail de terrain

¹ Les détails sur la méthodologie seront fournis par le Consultant lors de la formation des enquêteurs.

Phase III: Travail de terrain : collecte et analyse des données

Phase IV: Finalisation du rapport et dissémination

Phase I : Préparation

1. Identification des membres des équipes pays par les points focaux pays ;
2. Planification des aspects logistiques et administratifs
3. Les contacts pour les locations de véhicules et la préparation et la signature des contrats ;

Harmonisation du budget

VI. Enquêteurs

L'appel à candidature ouvert lancé le 15 août 2018.

Compétences OBLIGATOIRES :

- *Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Licence, maîtrise etc.)*
- *Accréditer une expérience professionnelle minimum de 2 ans*
- *Avoir déjà conduit ou participé à au moins un projet de recherche*
- *Connaissances du contexte politique de la R.D.C.*
- *Expérience dans la conduite d'interview avec les cadres de haut niveau*
- *Excellente capacité de lire et de rédiger le français*
- *Hautes capacités de communication*
- *Capacité d'analyse et de synthèse*
- *Bonne maîtrise des outils de bureautique usuels (Word, Excel, Powerpoint)*
- *Avoir un accès régulier au courrier électronique*

Compétences DÉSIRABLES :

- *Bonne connaissance des problématiques de la sécurité et de la justice en R.D.C. et si possible dans la région*
- *Capacité de rédiger en anglais*

Dispositions importantes:

- *Etre capable de travailler efficacement en équipe, en collaboration, de manière transparente et sous pression*
- *Etre disponible immédiatement pour travailler sur le projet de recherche*
- *Etre disponible à plein temps (jour et nuit) pour participer à une formation de 5 jours*
- *Avoir un esprit d'initiative et une capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction*

Principe de travail

- **Intégrité.** *Le candidat veille au respect, durant tout le processus, des questions de genre, de croyances, manières et coutumes de tous les acteurs impliqués dans l'activité.*
- **Anonymat et confidentialité.** *Le candidat devra respecter le droit des personnes qui ont fourni l'information à maintenir leur anonymat et confidentialité.*

- **Indépendance.** Le candidat devra maintenir son indépendance de l'institution évaluée afin d'assurer une vision la plus objective possible. Les équipes du programme ou projet devront respecter cette indépendance.
- **Véracité de l'information.** Le candidat garantit la véracité de l'information présentée; en cas de doutes portant sur la qualité de certaines données ceci sera clairement présenté dans le rapport.
- **Coordination.** Durant tout l'exercice il est nécessaire de maintenir la coordination, toute incidence ou circonstance qui pourrait avoir des implications sur la réalisation du travail devra être dûment communiquée afin d'éviter des problèmes postérieurs; il faudra également chercher des solutions opportunes selon les délais requis.
- **Gestion d'information.** L'utilisation et la diffusion tant de l'information de base que du rapport d'analyse sera prérogative de la coordination du projet.

Rigobert Minani s.j
Coordination projet Mapping.